

# L'Hospice du Grand St-Bernard au XVIII<sup>e</sup> siècle

Au cours de l'hiver dernier, j'ai parcouru les volumineux manuscrits laissés par le chanoine Anne-Joseph de Rivaz (1751-1836)<sup>1</sup> sur l'histoire du Grand St-Bernard. Cette lecture me convainquit que les historiens du XIX<sup>e</sup> siècle, sans toujours indiquer la source, ont puisé à pleines mains dans ce trésor de renseignements. Heureusement, cette mine n'est pas encore épuisée, le terrain à défricher est encore vaste, les pages à déchiffrer encore nombreuses !

C'est pour ce motif que je me permets de formuler le vœu de voir le Gouvernement entreprendre l'édition des 18 volumes manuscrits laissés par ce chartiste qu'on a pu appeler le « Père de l'Histoire valaisanne ». Ce serait rendre un immense service à tous ceux qui s'intéressent aux choses du passé, d'autant plus que nombre de pièces transcrites par cet historiographe sont aujourd'hui disparues ou inaccessibles.

Le chanoine de Rivaz a écrit l'histoire avec indépendance, dans un style caustique et parfois sarcastique, ne craignant pas de s'en prendre aux puissants du jour.

Dans les pages qui suivent, nous évoquerons les épreuves par lesquelles l'Hospice du Grand St-Bernard a passé au XVIII<sup>e</sup> siècle : ce sera l'occasion de voir comment il en est sorti rénové, appauvri, mais raffermi, plus apte à remplir cette mission de charité et de savoir qui lui vaut le respect du monde entier, et qu'il accomplit aujourd'hui sous la houlette d'un chef de haute valeur morale, intellectuelle et scientifique.

---

<sup>1</sup> Sur A.-J. de Rivaz, cf. *Annales valaisannes* de juin 1936, à l'occasion de son centenaire, et la biographie, tirée à part et complétée, St-Maurice, 1936, par M. le chanoine J.-E. Tamini.

Cette victoire de l'esprit fut remportée en 1752. Mais pour que vous vous rendiez mieux compte des difficultés qu'il fallut surmonter, je dois esquisser brièvement la situation du monastère depuis sa fondation.

## I

### Heurs et malheurs

Vous connaissez tous l'histoire embellie par la légende de S. Bernard de Menthon qui, fiancé à la belle Marguerite de Miolans, s'échappe du château paternel la veille des noces, pour répondre à l'appel de Dieu. Réfugié dans un couvent d'Aoste, il y étudie la théologie. Devenu prêtre, il conçoit l'idée généreuse de chasser du col du Mont Joux les brigands qui dépouillaient les voyageurs et de construire sur l'emplacement du temple élevé jadis à Jupiter un établissement hospitalier sous l'égide de la charité chrétienne. Cela se passait au XI<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Bernard et les religieux qui l'accompagnèrent mirent tant de dévouement, de zèle, d'abnégation, que peu après sa fondation, l'établissement acquérait une réputation qui dépassait nos frontières.

Tour à tour les pontifes, les princes, le peuple témoignèrent à ces religieux (qui adoptèrent plus tard la Règle de S. Augustin), leur admiration et leur gratitude, et les comblèrent de faveurs. Celles-ci étaient de deux sortes : les souverains pontifes leur accordèrent des exemptions et des privilèges, les princes les gratifièrent de terres et de revenus ou leur concédèrent des droits politiques.

Ce fut là, hélas, l'écueil où le monastère du Mont Joux risqua son existence et sa mission.

Déjà à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, l'hospice possédait près d'une centaine de bénéfices disséminés à travers la Savoie, l'Italie, la France, l'Allemagne, l'Angleterre même. Or il arriva qu'entre les religieux séjournant toute l'année à l'hospice et ceux qui étaient délégués dans les bénéfices, les liens se détendirent et la discipline perdit de sa vigueur. Les *hospitaliers*, sur le col, s'inspirant de l'exemple de S. Bernard, restaient fidèles à leurs règles, obéissaient à leurs supérieurs, se dévouaient au bien des passagers ; mais les *beneficiers*, trop distants, trop libres, trop peu occupés, oubliaient leur vocation.

---

<sup>2</sup> M. André Donnet, nouvel Archiviste cantonal du Valais, prépare en ce moment une thèse universitaire qui nous fera connaître la réalité historique et documentaire de cette vie d'apôtre.

L'immense fortune dont jouissait l'hospice causa encore d'autres maux. La Maison de Savoie qui régnait alors sur les deux versants des Alpes, se rendit très vite compte de l'importance du passage où gîtait l'hospice et des revenus dont jouissait celui-ci. De faveurs en donations elle devint la protectrice de l'ordre et obtint, par la commende, le droit d'élire le prévôt. La commende fut le pire des maux dont fut accablé le monastère.

Ce bref aperçu démontre dans quelle triste situation se trouvait l'hospice. Relâchement dans les mœurs, conflits avec les évêques de Sion, mainmise de la Maison de Savoie. A plusieurs reprises, des chanoines zélés tentèrent de rétablir la discipline, la dignité, et de rendre à la communauté le droit d'élire le prévôt conformément à une bulle pontificale de 1286. Vaines tentatives. Les bénéficiers ne voulaient pas de réforme, et dès que l'on parlait de supprimer la commende, la Maison de Savoie menaçait le monastère de séquestrer tous ses biens situés sur son territoire.

En 1438 le prévôt Jean d'Arces<sup>3</sup>, attristé de voir la décadence de l'hospice, fit adopter par le Chapitre une nouvelle constitution, que le St-Siège approuva.

Ces statuts<sup>4</sup> contenaient des préceptes prohibitifs et des préceptes affirmatifs, et ils rétablissaient le droit des religieux d'élire leur prévôt. Voici quelques fragments de ces constitutions :

Aucun religieux bénéficié ne pourra tenir dans sa maison des servantes du sexe si elles n'ont pas l'âge prescrit par les canons ; ni s'adonner à la chasse ; ni danser ; ni fréquenter les tavernes ; ni chanter ce qui est contre la règle ; ni révéler les secrets de l'ordre ; ni porter habits, houppes de vives couleurs, ni robes à boutons, larges manches ou chausses si étroites et si bigarrées que ceux qui les portaient n'étaient pas mieux couverts qu'Adam et Eve sous les feuilles du figuier. Défense d'avoir du linge fin et de faire saillir le collet de la chemise sur l'ourlet de la tunique ; d'être avocat, caution, témoin, parrain ; de porter des armes à feu, des couteaux de chasse. Par contre, on portera la tonsure selon les ordres reçus, le surplus tant à l'église qu'au dehors. On n'imitera pas les Grecs, on coupera donc les cheveux tout courts. On évitera l'usure, le vol. On fera honneur aux obsèques du prévôt. On se confessera deux fois par semaine. Etc., etc.

---

<sup>3</sup> D'une famille dauphinoise, il succéda en 1417 à son oncle, Hugues d'Arces, démissionnaire. Devenu archevêque de Tarentaise en 1438 et cardinal en 1444, il mourut à Moûtiers le 12 décembre 1454.

<sup>4</sup> L'original en est conservé aux Archives de l'Hospice : c'est un beau volume en parchemin, daté de 1438 et orné des armes du prévôt Jean d'Arces peintes en miniature. Selon un on-dit rapporté par Anne-Joseph de Rivaz, ce volume aurait été longtemps caché au fond d'un tiroir, mais si cette localisation fut réelle, elle n'implique aucune malignité. Il faut se défier de plus d'une malice soufflée à l'oreille de l'historiographe par des bouches médisantes !

Hélas, ces constitutions décrétées par la majorité des religieux et approuvées par le Saint-Siège restèrent lettre morte.

Elles ne pouvaient, cela se conçoit, convenir aux prévôts imposés à l'Hospice par la puissance séculière.

Cet état de chose s'aggrava encore en 1475. Jusqu'à cette date l'établissement hospitalier se trouvait sur terre savoyarde. A la suite de la bataille de la Planta et de la victoire des Haut-Valaisans, le Bas-Valais fut soumis à l'autorité du prince-évêque de Sion et des sept dizains. L'hospice du St-Bernard se trouvant désormais sur terre valaisanne subit le même régime et des conflits ne manquèrent pas d'éclater entre la Maison de Savoie, les religieux et l'évêque de Sion.

Dans ces circonstances, le cardinal Mathieu Schiner caressa le rêve d'obtenir pour lui et son neveu la commende de cette prévôté. Il envoya en 1512, au pape, un mémoire dans lequel il formulait des plaintes d'une gravité capitale contre l'administration de l'hospice. Il traite les prévôts commendataires d'ennemis de la république valaisanne, de sangsues des biens de ce monastère. Il affirme que depuis 37 ans que le Bas-Valais avait secoué le joug de la Savoie, les évêques et le Valais avaient été continuellement inquiétés. Il accuse le prévôt de laisser le monastère sans discipline et presque sans religieux, de sorte que les voyageurs périssent misérablement sur la montagne. Il l'accuse également de mal entretenir le bâtiment lui-même qui est dans un état de saleté épouvantable. Comme conclusion de son réquisitoire, il demande au souverain pontife de lui accorder la commende, sinon avec tous ses revenus, dont le pape pourrait se réserver une part considérable, du moins en partie.

Ce violent réquisitoire n'eut aucun effet.

## II

### Jours d'épreuve et de combat

#### Le Coadjuteur et Prévôt Louis Boniface (1699-1728)

Telle était encore la situation à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Chrétien de Loges <sup>5</sup> déclare que le monastère ne subsistait plus que par une espèce

<sup>5</sup> Auteur d'*Essais historiques sur le mont Saint-Bernard*, 1789, en collaboration avec le chanoine Jérôme Darbellay (DHBS, II, 662 et 633). M. Bertrand a consacré à cet étrange personnage — médecin, politicien, auteur — une note intéressante dans les *Annales valaisannes* de décembre 1939, pp. 657-658.

de miracle ; plusieurs religieux désertaient la maison, d'autres songeaient à entrer à l'abbaye de St-Maurice, mais celle-ci n'était pas très empressée à les recevoir.

Cependant la Providence veillait sur l'œuvre créée par S. Bernard. En 1699 le prévôt Persod<sup>6</sup> étant gravement malade, le chanoine Louis Boniface<sup>7</sup> fut nommé coadjuteur.

C'était un homme d'une très grande valeur. Anne-Joseph de Rivaz trace de lui le portrait suivant :

De mœurs sévères, de langage poli, simple dans son accoutrement, ayant la démarche paysanne, un peu vif et brusque dans sa manière de penser et d'agir, bon et généreux, et surtout un grand savant, un profond juriste, un grand ascète portant dans son cœur l'amour du bien et de l'ordre. Sa mémoire est en bénédiction dans la Maison du Grand St-Bernard, elle n'y mourra jamais.

Le portrait de Louis Boniface est fidèle. A peine avait-il pris possession de son poste, qu'il étudia de quelle manière il pourrait améliorer la situation du monastère et le sauver de l'enlissement. Très instruit, il commença par rechercher dans les archives la Règle de S. Augustin et les prescriptions particulières au St-Bernard et il résolut de faire observer intégralement les Constitutions de 1438.

Mais à peine eût-il exprimé son intention, que les religieux se divisèrent en deux camps. Les plus fervents, ceux qui étaient fidèles à l'esprit de S. Bernard, embrassèrent avec ferveur le projet de réforme. C'étaient particulièrement les hospitaliers de la montagne, ceux qui désiraient ardemment le retour à l'ordre et à la discipline. On les nomma les *constitutionnels*, *rigoristes* ou *puristes*. De l'autre côté de la barricade, les titulaires de quelques bénéfices bien pourvus combattaient toute idée de changement. Avec la même ardeur que les rigoristes défendaient la réforme, ils y opposaient leur opiniâtreté et leur nombre. On les désigna sous le nom d'*anticonstitutionnels* ou de *relâchés*.

Entamée sous cette double bannière, la lutte s'accrut encore de questions de nationalités. Comme les hospitaliers se recrutaient plutôt en terre valaisanne et que les bénéficiers étaient principalement originaires du Val d'Aoste, l'Etat du Valais et l'évêque de Sion prirent fait et cause pour les constitutionnels ou rigoristes, tandis que leurs adversaires

---

<sup>6</sup> Jean-Pierre Persod (1645-1724), de St-Nicolas de Sixvoies (vallée d'Aoste), novice 1670, profès 1672, Dr en théologie et droit canon, prieur claustral 1675, coadjuteur du prévôt Norat 1679, prévôt dès 1693, † 1 mars 1724 à Aoste.

<sup>7</sup> Louis Boniface (1664-1728), de St-Denis (vallée d'Aoste), profès 1696, Dr en théologie, coadjuteur 19 août 1699, prévôt 1724, † 4 août 1728. Il a laissé de nombreux manuscrits.

allaient chercher leur mot d'ordre outre-monts. Bien que d'origine valdôtaine, le coadjuteur Boniface resta fidèle à sa résolution.

De Rivaz consacre près d'une centaine de pages de son écriture serrée à ce conflit qui eût enchanté l'auteur du *Lutrin*. L'historiographe valaisan, moins poète et plus réaliste, y vit surtout une guerre déplorable. Je me bornerai à en suivre les phases essentielles.

A la demande du nonce de Lucerne et de l'évêque de Sion, le pape Clément XI, en 1710, ordonna une enquête. Celle-ci donna raison aux rigoristes. L'enquêteur prescrivit l'observance des Constitutions de 1438, y compris l'élection du prévôt par les religieux, et un rendement de compte annuel des recettes et dépenses de l'hospice. Le St-Siège approuva cette manière de voir. Mais les anticonstitutionnels protestèrent avec violence, publièrent même des brochures hostiles à Louis Boniface et à l'enquêteur. Quant au prévôt Persod, hostile au fond à un changement, il écrivait au nonce qu'il acceptait la réforme et il recourait contre elle à la Cour de Turin.

### **Le Prieur et Administrateur Jean-François Michellod (1714-1753)**

Aucun résultat ne pouvant être obtenu, le St-Siège ordonna une seconde enquête en 1711, mais les Constitutions lues à nouveau en Chapitre ne réussirent pas à s'y imposer. Cependant, la nomination du chanoine Michellod<sup>8</sup>, de Bagnes, aux fonctions de prieur claustral, parut calmer les esprits. La trêve durait depuis quatre ans, quand les chanoines valdôtains demandèrent la déposition de Michellod (1718). Des épisodes dramatiques ou burlesques témoignent de l'agitation des esprits, comme celui de ce chanoine valaisan, ami de Boniface, enfermé dans une cave de la vallée d'Aoste, ou la détention pendant sept mois en Aoste — encore une ! — d'un chanoine valdôtain, curé de St-Rémy, coupable d'avoir transporté un bref papal en faveur de la réforme et accusé de ce chef de trahir son pays et son prince...

Peu à peu cependant l'esprit d'ordre et de discipline l'emportait. Vingt-deux chanoines sur quarante s'y déclarèrent favorables. L'intervention énergique de l'évêque de Sion François-Joseph Supersaxo, du chanoine Blatter et du jésuite Dietrich en faveur du retour aux Constitutions, obtint quelque succès et en 1718 l'idée de la réforme triompha,

---

<sup>8</sup> Jean-François Michellod (1686-1759), de Bagnes, profès 1706, prieur claustral 1714-18 et 1725-53, administrateur apostolique de la prévôté 1735-53, prieur et doyen de Martigny 1735-59, † 24 février 1759.

lors d'un Chapitre tenu sous la présidence du délégué pontifical, l'auditeur Tria. Cette nouvelle fut accueillie avec joie par le St-Siège, les évêques suisses, le nonce de Lucerne, l'Etat du Valais et les cantons catholiques qui avaient envoyé plusieurs messages au pape pour soutenir la cause de la réforme. Le coadjuteur, Boniface, qui avait été l'artisan de ce succès, reçut de Rome les plus vives félicitations.

Malheureusement, un an plus tard, la paix fut rompue par les anti-réformistes qui accusèrent le coadjuteur de jansénisme. C'était le moyen le plus direct pour déconsidérer un homme. Boniface n'eut pas de peine à se disculper. Sur ces entrefaites, le prévôt Persod mourut en 1724 et le coadjuteur fut appelé à lui succéder. C'était un nouveau rayon d'espoir pour les constitutionnels. Hélas ! le prévôt Boniface décédait en 1728 déjà, laissant les réformistes dans la désolation.

Dès que la nouvelle du décès lui fut connue, la Cour de Turin désigna comme prévôt le chanoine Léonard Joriz<sup>9</sup>, originaire d'Etroubles, adversaire de la réforme, qui était depuis peu coadjuteur du prévôt Boniface. Cette nomination fut accueillie avec tristesse par les rigoristes, avec joie par leurs antagonistes. De leur côté, l'Etat du Valais et les cantons catholiques refusèrent de la reconnaître. Un chanoine haut-valaisan adressa à l'évêque de Sion et à l'Etat du Valais un message dans lequel il faisait sans ambages le procès du prévôt désigné, qu'il jugeait indigne de cette fonction.

Joriz, après six ans d'une prélature troublée, décéda à la fin de 1734. Le chanoine Vacher<sup>10</sup>, homme de talent mais adversaire de la réforme et fervent partisan de la Maison de Savoie, prit la tête de l'opposition au chanoine Michellod, redevenu prieur claustral. Fin diplomate, orateur éloquent, d'un caractère bien trempé, ce dernier mena la lutte jusqu'à la victoire. En voyant partisans et adversaires des Constitutions de 1438 combattre à coups de mémoires et de contre-mémoires, on croit assister à une bataille de notaires où chaque parti épuise toutes les ressources de droit pour défendre une thèse que chacun croit juste. Les Valdôtains font profession de s'attacher aux prévôts désignés selon des usages séculaires ; originaires d'un Etat soumis depuis le XI<sup>e</sup> siècle aux

---

<sup>9</sup> Léonard Joriz ou Jorio (1683-1734), de Pallex, paroisse d'Etroubles (vallée d'Aoste), profès 1704, prêtre 1707, vicaire d'Etroubles, prieur claustral 1718, prieur de Meillerie (Chablais) et administrateur des possessions de l'hospice en Chablais 1719, coadjuteur du prévôt Boniface 1727, prévôt 1728, accepté par la majorité du Chapitre le 4 août 1728, non reconnu par l'Etat du Valais qui se plaignait de ses offenses, † 18 décembre 1734.

<sup>10</sup> Jean-Nicolas Vacher, d'Aoste, prieur claustral 1718-23, administrateur royal de la prévôté 1735.

princes de Savoie, ils estiment profitable la protection de cette dynastie; leur genre de vie enfin, proche de celui du clergé diocésain, leur paraît plus conforme aux besoins du jour. Tel n'était point l'avis de Michellod et de ses adhérents. Fidèles surtout au souvenir de S. Bernard et stimulés par l'exemple récent de S. Pierre Fourier, réformateur des chanoines réguliers de Lorraine, dont plusieurs étaient venus porter le parfum jusque dans des paroisses voisines du St-Bernard; encouragés aussi peut-être par un renouveau qui se manifestait à l'abbaye de St-Maurice, à celle d'Einsiedeln, dans la congrégation des chanoines de Latran, et qui portait ces familles spirituelles à s'unir par des « pactes de fraternité et de prière »; Valaisans enfin, ou Franc-Comtois, étrangers aux intérêts dynastiques de Sa Majesté sarde, les chanoines qui se rangeaient derrière Michellod attachaient un grand prix à leur idéal de vie religieuse et mettaient les Constitutions au-dessus des prévôts.

Aussi le chanoine Champot, à la demande de son ami le prieur Michellod, rédigea-t-il contre l'élection prévôtale dont jouissait la Maison de Savoie un mémoire d'une violence extrême, qui déniait tout mérite aux prévôts valdôtains à l'exception de Boniface, les accusant de n'avoir recherché que les moyens d'une vie aisée et facile. Il conclut en revendiquant pour les chanoines valaisans le droit d'être élu prévôt en raison de la dignité de leur conduite et de leur dévouement.

Profondément irritée, la Cour de Turin prépara la séquestration de tous les biens du monastère sis dans son royaume et nomma le chanoine Vacher administrateur particulier des revenus de l'hospice. Clément XII ne ratifia pas cette nomination et désigna à cette fonction, en avril 1735, le chanoine Michellod, en lui confiant en même temps la direction spirituelle du monastère. La scission, non prononcée de droit, était accomplie de fait. Les Valdôtains maintinrent en effet leur opposition à Michellod, refusant de le reconnaître pour chef. Mais celui-ci, fort de son droit, ne se laissa pas décourager et mit sa confiance en la Providence pour triompher des obstacles.

Le nonce de Lucerne, tout dévoué à la fraction valaisanne, étant décédé, eut pour successeur un prélat d'opinion opposée qui rallia à la cause de la dynastie sabaudienne plusieurs chanoines encore indécis. C'est alors que Michellod manda à Rome son confrère et ami, le chanoine Thévenot <sup>11</sup>, d'origine française, mais partisan des Valaisans, pour

---

<sup>11</sup> Claude-Philibert Thévenot (1715-1775), de Frêne sur Appaure en Franche-Comté, novice 1731, profès 1732, vicaire de Lens 1740, curé de Sembrancher 1740, prieur de Ste-Marie de Salins (Franche-Comté) 1741, procureur, prévôt 26 septembre 1758, † 30 août 1775.



plaider la cause de la réforme et des Constitutions. Michellod s'adressa à tous les cantons catholiques pour leur demander appui : il l'obtint entièrement. Puis il se rendit à Sion avec le chanoine Massard exposer à la Diète la triste position dans laquelle les religieux valaisans se trouvaient, montrant aux députés que les aumônes des fidèles et des pèlerins ainsi que les autres revenus du monastère étaient appliqués aux maisons situées outre-monts, au mépris des ordonnances du gouvernement valaisan et pour la ruine de la maison hospitalière du St-Bernard. Finalement, ils exprimèrent à la Diète le vœu d'être séparés des chanoines valdôtains. La Diète admit ce point de vue et pria l'évêque de Sion de faire des instances à Rome pour liquider cette affaire dans le plus bref délai.

Mais Rome est prudente, elle ne connaît pas la précipitation, elle marche avec lenteur et mesure. Pour prononcer la séparation, Rome devait tout d'abord persuader le roi Charles-Emmanuel III que la situation exigeait de lui l'abandon de son ancien droit d'élire le prévôt et qu'il convenait de remettre ce soin aux religieux selon la décision du pape Eugène IV. Ce ne fut pas chose facile. Vacher proposa alors une transaction : la prévôté serait occupée alternativement par un sujet de Sa Majesté sarde et par un ressortissant de la République. Ce projet échoua. On proposa ensuite de confier l'administration des biens à des laïcs. Nouvel échec.

### III

#### **Per crucem ad lucem**

#### **La Bulle de Benoît XIV, 1752**

Dans cette incertitude, la Cour de Turin décida de repourvoir la prévôté, vacante depuis la mort de Jorioz, en nommant à cette dignité le chanoine Avoyer<sup>12</sup>, prieur de Châtel, qui obtint sa confirmation de Benoît XIV en 1749. Michellod protesta contre le choix royal auprès de l'évêque de Sion et du grand-baillif, auprès des cantons catholiques. La réponse du grand-baillif, François-Joseph Burgener, fut assez originale : Pas de grossièretés au nouveau prévôt, écrit-il, alors que ce dernier se présentera, mais retirez-vous en grand nombre du côté de la

---

<sup>12</sup> Jean-Léonard Avoyer, de la vallée d'Aoste, prieur de Châtel (vallée d'Aoste), prévôt 1749, † 1751.

Pierre comme en promenade et ne laissez à l'hospice que quelques religieux inférieurs... La réponse des cantons catholiques et spécialement d'Uri fut plus énergique et plus catégorique : c'était un refus absolu de reconnaître Avoyer. Celui-ci, mis au courant, ne parut pas sur le territoire valaisan, se bornant à exercer son autorité dans les terres de Sa Majesté.

La mort d'Avoyer, survenue en 1751 déjà, après deux ans seulement d'une prélature agitée, permit au Saint-Siège d'examiner à nouveau la situation. Benoît XIV, sollicité d'une façon instante par les cantons catholiques de mettre fin au désordre, étudia les rapports et propositions et, le 19 août 1752, il émit enfin une bulle de séparation qui accordait à la Maison de Savoie tous les biens situés dans ses Etats, sécularisait les chanoines valdôtains adversaires des Constitutions de 1438, maintenait les valaisans partisans de la réforme en possession de l'hospice du Grand St-Bernard et des biens situés au nord du col. Dans la même bulle le pape enlevait à la Cour de Turin tout droit de nomination à la prévôté de l'hospice, dont il accordait la libre élection aux religieux non sécularisés, c'est-à-dire aux religieux restés fidèles, à la condition expresse de continuer l'hospitalité sur la montagne. Les hospices du Grand et du Petit St-Bernard, unis depuis 1466, se trouvèrent donc séparés et suivirent dès lors des voies différentes.

Le grand-baillif annonça la décision du Souverain Pontife à la Diète valaisanne, qui lui donna son plein consentement.

La bulle sanctionnait la séparation de fait qui s'était créée en 1735 par la désignation de deux administrateurs, et la rendait définitive : opération douloureuse, mais nécessaire, qui ramena la paix et rendit au vieil hospice une jeunesse nouvelle. Les Valdôtains sécularisés rentraient sous la juridiction de l'évêque du diocèse où ils avaient un bénéfice, tandis que les anciennes propriétés du monastère étaient adjugées à l'Ordre royal et militaire des SS. Maurice et Lazare. A l'issue de ce pénible conflit, plus d'un bénéficiaire ressortissant des Etats sardes demeura pantois et pleura. Les Valaisans continuèrent à vivre en communauté et firent de nouveau fleurir leur sainte règle; ils exercèrent l'hospitalité sur le Mont Joux et édifièrent de plus en plus le monde par leur vie de pénitence, d'abnégation, de dévouement à l'humanité. Après le temps où l'épreuve avait crucifié les cœurs, il était possible de reprendre le mot de la vieille Catherine de Pisan après la délivrance d'Orléans : « Lors reprint à luire le soleil ».

Quant à la Maison de Savoie, elle eut un beau geste envers le monastère en lui accordant un subside annuel. Reconnaisants, les religieux

du St-Bernard furent d'autant plus charitables envers les sujets de Sa Majesté.

Avant de passer au premier prévôt élu à nouveau par les religieux, ayons une pensée de reconnaissance pour le prieur Michellod qui fut la cheville ouvrière de cette restauration. Il est juste de reconnaître qu'il sauva le monastère du désastre. De Rivaz a brossé de lui ce portrait :

C'était un homme d'une grande finesse cachée sous les dehors les plus simples. Très pieux, il édifia par ses exemples et par ses discours pendant les 22 ans qu'il gouverna la congrégation du Mont Joux et la paroisse de Martigny. Durant ces troubles, il fit rebâtir à neuf la maison de Sion, acheta de la communauté de Riddes la ferme d'Ecône, qu'il mit en culture, et transporta du Mont Joux à Martigny les archives de la maison. Etant trop avancé en âge, il ne put plus supporter l'air vif de la montagne et séjourna à Martigny les dernières années de sa vie. Robuste et sobre, il parvint à un âge très avancé. Lorsqu'il mourut en 1758<sup>13</sup>, le peuple de Martigny s'empessa de brûler des bougies sur sa tombe et l'aurait certainement canonisé si le chanoine Michellod n'avait pas été originaire de Bagnes, parce que, ajoute malicieusement de Rivaz, tous les Bagnards passent aux yeux du peuple de Martigny pour des hérétiques et des sorciers<sup>14</sup>.

### Un Prévôt haut-valaisan François-Joseph Bodmer (1753-1758)

Dès que la bulle du souverain pontife fut connue et que la séparation des religieux fut accomplie, le Chapitre du monastère se réunit pour élire un prévôt. Du scrutin sortit le nom du chanoine Bodmer<sup>15</sup>, Conchard d'origine et à cette époque curé d'Orsières.

Confirmé par bulle pontificale, il prit possession de sa prévôté le 4 juillet 1753 en présence des chanoines de la cathédrale de Sion Ambuel et Julier. Dans son allocution il fit appel à la concorde, à l'union de tous les efforts pour réparer les erreurs et rétablir la régularité.

Hélas ! son appel ne fut pas toujours entendu. Le chanoine Thévenot, alors procureur, n'avait pas salué avec joie l'élection de Bodmer. D'origine française Thévenot ne pouvait taire son antipathie pour un homme à l'accent fortement tudesque.

Dans ses lettres, reproduites dans les manuscrits de A.-J. de Rivaz, le prévôt Bodmer se plaint douloureusement des difficultés que le procureur sème sur sa route et il exprime ses regrets d'avoir été choisi com-

<sup>13</sup> Plus exactement le 24 février 1759. — Quant à Ecône, la Maison du St-Bernard acheta en 1743 à la commune de Riddes 150 *quartannes* de marais qui bordaient le domaine possédé depuis 1302 par l'Hospice, lequel l'avait alors acheté à noble Pierre de la Tour, seigneur de Châtillon.

<sup>14</sup> De Rivaz emprunta cette flèche au chanoine Jérôme Darbellay ; cf. *Annales valaisannes*, 2e série, décembre 1928, p. 24.

<sup>15</sup> François-Joseph Bodmer (1711-1758), de Mühlebach en Conches, novice 1732, profès 1733, prêtre 1737, curé d'Orsières 1746, élu prévôt le 5 février 1753, † 23 juillet 1758.

me prévôt. Souvent il demande à Dieu de le prendre au ciel le plus vite possible, pour la joie de ceux qui désirent déjà le voir dans la tombe...

Comme le procureur lui reproche ses dépenses, le prévôt Bodmer conteste et déclare qu'on ne lui fait boire que du mauvais vin et qu'on lui sert une chère détestable. Comme le procureur est grand ami de la famille du Résident français de Chaignon et qu'il demande des égards particuliers pour ce dernier, le prévôt Bodmer réplique par ces mots : « Madame la France est une belle dame qui désire beaucoup, qui désire tout contrôler. Je préfère garder ma liberté plutôt que de faire des courbettes à cette belle dame. » Quand le procureur Thévenot s'agite en faveur de la France, le prévôt Bodmer chantonne *Malbrough s'en va-t-en guerre...*

L'esprit du mal allait-il donc empêcher l'œuvre de pacification dont la bulle de 1752 avait fait naître l'espoir ? Thévenot ne retient pas ses saillies, et pour taquiner son rival il fait courir le bruit que le roi de Sardaigne l'a nommé lui-même prévôt. Loin de se fâcher, Bodmer accueille la nouvelle en félicitant le soi-disant élu, non sans ajouter ces mots : « Les desseins de certains ambitieux que vous connaissez sont accomplis ; tant mieux. Je vous félicite et je me félicite encore plus moi-même d'être privé de faux frères. Il y a longtemps que j'aspirais à ce moment. » C'est ainsi que le démon de la chicane avait réussi à s'insinuer entre deux hommes de bien, jadis compagnons d'armes, si l'on peut dire, dans le camp des constitutionnels.

Cependant les coups d'aiguille deviennent plus sensibles. On reproche à Bodmer d'être trop familier. Cette accusation l'accable, lui fait de la peine, et comme elle va être discutée en Chapitre, il s'absente et on le trouve au pied du grand-autel, fondant en larmes.

En juillet 1758 il tombe malade et prie son ami le prieur claustral Jérôme Darbellay<sup>16</sup> de venir le voir à Martigny. Cette lettre est touchante d'affection et d'humilité. Le lendemain il meurt.

<sup>16</sup> Jean-Jérôme Darbellay (1726-1809), de Liddes, novice 1745, profès 1746, prêtre 1751, vicaire à Etroubles 1752, prieur claustral 8 août 1753, curé de Liddes 1759. Il rallia les suffrages de nombre de ses confrères, non seulement lors de l'élection prévôtale de 1758, mais encore lors de celle de septembre 1775, où il se désista devant le prieur Louis-Antoine Luder. Prieur de Bourg-St-Pierre dès 1778, c'est sous ce titre qu'il est souvent cité par les auteurs contemporains, notamment par Anne-Joseph de Rivaz qui lui emprunta une grande part de son tome XVII. De Rivaz, le doyen Bridel, le Dr de Loges, le baron de Zurlouben ont fait un grand éloge de Darbellay. Esprit ouvert, voyant le ridicule et s'amusant volontiers des travers d'autrui, il s'intéressait aux sciences naturelles, à la médecine, à l'histoire, à l'archéologie. Les pages où il raconte les événements de son temps sont précieuses, bien que la malice y fredonne souvent. M. J.-B. Bertrand a consacré à cet ecclésiastique érudit et caustique une intéressante étude dans les *Annales valaisannes*, 2e série, de décembre 1928.

Les religieux du Grand St-Bernard ne reconnurent que plus tard ses grands mérites. Dans les circonstances difficiles où il se mouvait, il devait avoir du tact, de la bonne humeur pour éviter les conflits et les heurts. Toute sa vie il ne chercha que la concorde et la paix. Il était bon et indulgent. De Rivaz le dit « d'une très belle prestance, d'une distinction innée qui augmentait son autorité », et assure qu'il était « bon, tendre et compréhensif » envers ses confrères. Bodmer écrivait fort bien le latin, mais son français boitait assez fort. Cela ne l'empêchait pas d'apprécier un bon mot, voire d'en faire, comme le jour où il répondit à son ami le prieur Darbellay qui désirait lui faire remplacer le cordon usé de sa croix pectorale par un plus beau : « Je ne veux pas que le licol vaille mieux que la bête. »

### **Le premier Prévôt crossé et mitré Claude-Philibert Thévenot (1758-1775)**

A peine avait-on terminé le repas des funérailles du prévôt Bodmer qu'une voix demanda quand le Chapitre procéderait à l'élection de son successeur. Cette voix provenait du clan du chanoine Claude-Philibert Thévenot qui, en raison de son ardeur à défendre les Constitutions, jouissait d'un certain prestige, bien qu'il fût originaire du diocèse de Besançon. S'il fallait en croire les médisants, le procureur Thévenot caressait depuis longtemps le rêve d'être élu prévôt. Mais il avait un concurrent, le prieur claustral Jean-Jérôme Darbellay, sur qui plusieurs chanoines avaient jeté leur dévolu. Les chances étaient à peu près égales. En habile manœuvrier, le prieur claustral demanda à l'évêque de Sion l'autorisation de remettre à plus tard la convocation du Chapitre, après les ordinations de sept jeunes clercs qui achevaient leurs études théologiques. Inutile de dire que les sept étaient des Valaisans favorables à la candidature de Darbellay.

L'évêque de Sion accéda à cette demande. Le chanoine Thévenot protesta. Il y eut échange de lettres aigres-douces qui circulèrent dans tout le val d'Entremont où l'opinion était divisée et où l'on commençait à s'agiter. Aussi grande fut l'émotion du clan français, lorsque le prieur claustral traversa la vallée à la tête de sa joyeuse phalange de novices pour se rendre à Sion en vue de l'ordination. Mgr Jean-Hildebrand Roten était décidé à faire triompher la candidature valaisanne. Comme témoignage de sympathie, il fit fête aux sept candidats. L'ordination passée, le prieur claustral convoqua enfin le Chapitre, le 26 septembre 1758. A la surprise générale le chanoine Thévenot fut élu.

De Rivaz attribue ce succès au tact du prieur claustral Darbellay lui-même, qui par esprit de conciliation aurait retiré sa candidature.

Le nouvel élu ne manquait ni de talents ni de mérites. On eût pu lui reprocher un peu de vanité, l'amour du décor et de la magnificence, et ses relations étroites avec le Résident de France Monsieur de Chaignon. Louis XV, d'ailleurs, lui accorda une pension annuelle qui combla un peu les pertes de 1752.

Les bulles pontificales étant parvenues à Martigny, le prévôt voulut prendre possession de son monastère. Ce devait être l'occasion d'un nouvel incident. Le prieur, à la tête du Chapitre, attendait l'élu devant l'église de l'hospice. Compliments. Puis le prévôt veut entrer. Le prieur l'en retient, lui demandant ses bulles. *Sine scriptura non est investitura*, dit le droit. Thévenot voit là une défiance injurieuse. « Vous n'ignorez point, réplique le prieur, les peines portées par le droit contre les Chapitres qui reçoivent les prélats sans avoir vu leurs bulles. » Le prévôt s'était à peine incliné que le prieur lui demanda de jurer d'observer les Constitutions. Ce n'est pas nécessaire, pense Thévenot, qui a déjà prêté serment devant l'évêque de Sion ; de plus, le prieur n'est-il pas son subordonné ? « Pardon, reprend celui-ci. Je nie que dans ce fait et par ce fait je sois votre inférieur. J'agis par l'autorité du St-Siège. D'ailleurs, puisque vous avez déjà prêté serment, pourquoi hésitez-vous à le renouveler ici ? » Cet argument convainquit finalement le prévôt. « Entrez maintenant », lui dit le prieur, qui en oublia de lui présenter l'eau bénite...

Scènes de sacristie, dira-t-on ! Il est possible en effet que le facétieux Darbellay ait pris plaisir à charger l'épisode, au moins en le narrant ; innocente revanche, après tout, de son échec électoral ! Cette page rappelle le reportage d'un journaliste qui, ayant assisté à une consécration d'église et ayant observé le pontife frappant les vantaux avec sa crosse, crut à la distraction d'un marguillier qui aurait oublié d'ouvrir la porte à temps : il oubliait lui-même le symbolisme du rite. Rites aussi que cette ostension des bulles et cette prestation de serment : aujourd'hui encore on les retrouve dans le cérémonial d'installation des prévôts.

En mai 1759, une nouvelle escarmouche conduisit devant Mgr Roten le caustique prieur coupable d'avoir donné le titre d'archimandrite à son supérieur : celui-ci, qui avait sans doute oublié ce terme de la hiérarchie orientale, avait compris « archimandrin », ce qui, on le conçoit sans peine, était de nature à l'offenser, l'illustre contrebandier ayant été roué quatre ans plus tôt pour ses exploits !

On aurait pu craindre pour l'avenir. Craintes vaines, heureusement. En août 1759, le prévôt insista en Chapitre pour maintenir le chanoine Darbellay en sa charge de prieur claustral ; le climat cependant amena celui-ci à solliciter la cure de Liddes.

On oublia le passé. Le prévôt Thévenot, à qui une bulle de Clément XIII accorda, en 1762, ainsi qu'à ses successeurs, le privilège des *pontificalia*<sup>17</sup>, entretint d'excellents rapports avec ses confrères, et lorsqu'il mourut, frappé d'un coup d'apoplexie, le 30 août 1775, tous le pleurèrent.

Son successeur, le prévôt Louis-Antoine Luder<sup>18</sup>, gouverna l'hospice avec douceur et piété, discipline et régularité. Avec lui s'achève le XVIII<sup>e</sup> siècle, ce siècle où l'institution de S. Bernard faillit sombrer. A travers les écueils et les ombres, des hommes de bonne volonté bénis de Dieu la ramenèrent à l'esprit de ses origines et, du même coup, la conduisirent à un avenir meilleur.

Paul de RIVAZ

---

<sup>17</sup> Mgr Thévenot n'usa, dit-on, qu'une seule fois de son privilège : ce fut pour pontifier dans l'église des capucins à St-Maurice. Cf. P. Sulpice Crettaz, d'Ayent : *Les Capucins en Valais*, 2e édit., 1939, p. 116.

<sup>18</sup> Louis-Antoine Luder (1743-1803), d'une famille originaire de Château d'Œx, établie à Sembrancher depuis cinq générations ; profès 1761, prieur claustral 1770, prévôt 1775, † 11 août 1803.